



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 58.397/4  
du 13 avril 2016

advies 58.397/4  
van 13 april 2016

sur

over

sur un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'portant des  
dispositions particulières  
relatives au statut administratif  
et pécuniaire des agents des  
Services publics fédéraux et  
des organismes d'intérêt public  
fédéraux transférés aux  
organismes d'intérêt public de  
la Région de  
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'houdende bijzondere  
bepalingen met betrekking tot  
het administratieve statuut en  
de bezoldigingsregeling van de  
ambtenaren van federale  
overheidsdiensten en  
instellingen van openbaar nut  
die overgeheveld worden naar  
de instellingen van openbaar  
nut van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering'

Le 28 octobre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à communiquer un avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant des dispositions particulières relatives au statut administratif et pécuniaire des agents des Services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public fédéraux transférés aux organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 avril 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET en Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 avril 2016.

\*

Op 28 oktober 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot het administratieve statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van federale overheidsdiensten en instellingen van openbaar nut die overgeheveld worden naar de instellingen van openbaar nut van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 april 2016.

\*

## FONDEMENT JURIDIQUE

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule mentionne à titre de fondement juridique l'article 40, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'. Ce paragraphe prévoit que l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' « est applicable, moyennant les adaptations nécessaires, à la Région de Bruxelles-Capitale à partir du moment où le Gouvernement a repris les services et le personnel visés au § 2 [de cet article 40] ». Le paragraphe 3 de cet article habilite le Gouvernement à fixer les règles relatives au statut administratif et pécuniaire de ce personnel.

Or, le projet ne concerne que des organismes d'intérêt public visés à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

Pour ce qui concerne les agents transférés à des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, les dispositions législatives procurant un fondement au projet sont ainsi celles qui habilitent expressément le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à adopter des dispositions relatives au statut administratif des organismes d'intérêt public concernés. Lorsque les législations créant ces organismes se limitent à les soumettre à la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' sans contenir pareille habilitation expresse, c'est l'article 11<sup>1</sup> de cette dernière loi<sup>2</sup> qu'il convient de mentionner<sup>3</sup>.

En conséquence, de nouveaux alinéas seront insérés dans le préambule afin de viser les fondements juridiques spécifiques<sup>4</sup> aux organismes d'intérêt public auxquels le projet s'applique.

---

<sup>1</sup> L'auteur du texte veillera à mentionner la modification subie par cet article 11 et encore en vigueur pour la Région de Bruxelles-Capitale.

<sup>2</sup> Cette disposition confère une habilitation au « Roi », remplacé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour ce qui concerne les organismes relevant de cette Région et soumis à la loi du 16 mars 1954.

<sup>3</sup> Voir dans le même sens l'avis 58.268/2 donné le 28 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 janvier 2016 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, en ce qui concerne les procédures de recours internes'.

<sup>4</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 27 et formules F 3-2-1 à F 3-2-8.

## CADRE JURIDIQUE

1. Selon l'article 40, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989<sup>5</sup> :

« Les membres du personnel du Ministère de la Région bruxelloise sont transférés, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, au Gouvernement en vue de l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par la présente loi.

Toutefois, si à la date du transfert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, tous les membres du personnel concerné des ministères n'ont pas été affectés au Ministère de la Région bruxelloise, ceux-ci sont transférés directement [au Gouvernement] par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le Roi détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date et les modalités du transfert au Gouvernement des membres du personnel visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur en cette matière aussi longtemps que le Roi n'aura pas fait usage de la compétence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

2. Selon l'article 4 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 'déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune' :

« § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel transférés à un Gouvernement conservent leur qualité, leur grade ou classe, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans le service public fédéral conformément à la réglementation qui leur était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les services du Gouvernement.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans son service public fédéral, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire ou sa classe statutaire. Si dans les services du Gouvernement, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans le service public

<sup>5</sup> L'article 88, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' est rédigé comme suit :

« Le Roi détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup> aux Gouvernements respectifs.

Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur en cette matière aussi longtemps que le Roi n'aura pas fait usage de cette compétence ».

fédéral, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État.

§ 3. Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale conservent dans les services du Gouvernement la dernière évaluation qui leur a été attribuée. Les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement conservent dans les services du Gouvernement les évaluations qui leur ont été attribuées.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation. Si le membre du personnel qui est transféré a introduit un recours contre une mention, cette procédure doit être clôturée avant le transfert du membre du personnel.

§ 4. Les agents de l'État lauréats d'une sélection comparative d'accession au niveau supérieur dans le service public fédéral auquel ils appartenaient avant leur transfert conservent, dans les services du Gouvernement, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté cette sélection dans les services du Gouvernement.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé à la même sélection.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats de la sélection dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Quand une sélection comparative d'accession au niveau supérieur à laquelle peut participer l'agent de l'État a été annoncée dans le service public fédéral auquel il appartient à la date du transfert ou à la date visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, cet agent conserve le droit d'y participer, même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement de cette sélection.

Le paragraphe 4 du présent article s'applique à l'agent lauréat d'une sélection visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

### OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet sera complété afin de prévoir, à l'instar de l'article 4, § 4, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989, que les agents lauréats d'une sélection comparative d'accession au niveau supérieur conservent les droits qu'ils ont acquis par cette réussite.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de mentionner, en début de préambule, l'auteur du texte. Partant, il convient de faire débiter le préambule du projet par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, »<sup>6</sup>.
2. L'alinéa 1<sup>er</sup> sera remplacé, conformément à l'observation sur le fondement juridique, par la mention des différentes dispositions législatives qui lui procurent un fondement juridique.
3. Les dispositions et les textes mentionnés aux alinéas 2 à 4 ne procurent pas un fondement juridique au projet et ne sont pas modifiées par celui-ci. Il n'y a donc pas lieu de les mentionner sous la forme d'un visa. Si l'auteur du projet souhaite les mentionner, il doit le faire sous la forme d'un considérant et compléter, le cas échéant, leur date d'adoption<sup>7</sup>.
4. Les dates des différents avis, accords et protocole mentionnés au préambule seront complétées et ceux-ci seront cités dans l'ordre chronologique en commençant par le plus ancien<sup>8</sup>.
5. Un visa relatif au « test gender » sera inséré, conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.
6. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera modifié afin de ne plus mentionner qu'il est donné en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État<sup>9</sup>.
7. Pour le surplus, il est renvoyé aux observations formulées sous le titre « Fondement juridique ».

### DISPOSITIF

#### Numérotation des titres

Il y a lieu de les numéroter en chiffres arabes<sup>10</sup>.

---

<sup>6</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », formule F 3-1-2.

<sup>7</sup> *Ibid.*, recommandation n° 40.

<sup>8</sup> *Ibid.*, recommandation n° 34, b).

<sup>9</sup> *Ibid.*, formule F 3-5-1.

<sup>10</sup> *Ibid.*, recommandation n° 64.

## Titre I<sup>er</sup>. - Champ d'application et définitions

### Article 1<sup>er</sup>

1. Dans la version française, les majuscules aux mots « Publics » et « Fédéraux » seront omises.
2. Dans la version française, l'intitulé de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' sera correctement reproduite.
3. Dans la version française, les mots « de membres » seront omis et le mot « des » sera ajouté avant le mot « Régions » afin de citer correctement l'intitulé de l'arrêté royal du 25 juillet 1989.

### Article 2

1. Il y a lieu de remplacer les tirets de l'énumération par une numérotation afin de rendre plus aisée l'identification de ses subdivisions <sup>11</sup>.

Cette observation vaut pour la suite du projet.

2. Dans la version française, au 1°, le mot « ministère » sera omis.
3. Dans la version française, au 1°, les mots « le statut » qui terminent l'alinéa doivent être mis entre guillemets.
4. Dans la version française, le 2° sera corrigé afin de faire mention d'un transfert « vers les organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ».

## Titre II. – De la conversion des grades et de l'ancienneté

### Article 3

Le projet ne comportant qu'une seule annexe, il n'y a pas lieu de la numéroter <sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, recommandation n° 59.

<sup>12</sup> *Ibid.*, recommandation n° 172, b).

### Article 5

La section de législation n'aperçoit pas en quoi la règle qui est prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> déroge à l'article 451 du statut.

### Titre III. – Du traitement, des allocations et des primes

Dès lors que le titre III (lire : titre 3) du projet contient un chapitre 3 relatif aux indemnités, celui-ci doit être formulé comme suit : « Du traitement, des allocations, des primes et des indemnités ».

#### Chapitre 1. – Du traitement

Dans la version française, il faut écrire chapitre « 1<sup>er</sup> » au lieu de « 1 »<sup>13</sup>.

#### Section 3. – De l'allocation de fin d'année

### Article 10

Dans la version française, il faut remplacer les mots « inférieur à celui » par les mots « inférieure à celle ».

Cette observation vaut pour l'article 11.

#### Chapitre 2. – Des Allocations et des primes

### Articles 12 et 13

1. Les agents transférés étant soumis dès leur transfert au statut prévu pour les agents des organismes d'intérêt public, il n'est dès lors pas nécessaire de prévoir, à l'article 12, qu'ils bénéficient à la date de ce transfert des allocations et primes prévues par le titre II du livre II de leur statut. Une telle règle n'est d'ailleurs pas prévue pour les indemnités qui font l'objet du chapitre 3 du même titre. L'article 12 sera omis.

2. À l'article 13 du projet, les mots « ou d'allocation » seront insérés après les mots « de prime ».

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, recommandation n° 64.

### Article 14

Il y a lieu de rétablir la concordance entre les deux versions linguistiques en écrivant « qui étaient applicables à l'agent » dans la version française.

### Article 16

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « la prime de compétence » doivent être remplacés par les mots « la prime de développement des compétences ».

La même observation vaut pour l'article 17.

2. Dans la version française du même alinéa, il faut écrire « une échelle de traitement ».

3. Pour une bonne compréhension de l'alinéa 2, le point placé après le mot « transfert » doit être remplacé par une virgule.

4. Dans la version néerlandaise, à l'alinéa 3, il convient d'écrire :

« Het recht op deze weddeschaal eindigt van rechtswege wanneer :

1° de weddeschaal (la suite comme au projet) ».

## Chapitre 3. – Des indemnités

### Article 18

À l'instar de l'article 13 du projet appelé, conformément à la première observation sous les articles 12 et 13, à indiquer que les allocations et les primes concernées sont celles du livre II du titre II du statut, il convient de préciser dans l'article 18 quelles sont les indemnités concernées.

## Titre IV. – Des congés et des absences

### Article 19

1. Tant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État'<sup>14</sup> que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'<sup>15</sup> prévoient un report du congé annuel de vacances sans limite de durée,

---

<sup>14</sup> Article 11.

<sup>15</sup> Article 191.

lorsque l'agent n'a pas pu prendre l'entièreté ou une partie de ce congé à cause d'une absence pour maladie, par suite d'un accident de travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle.

La section de législation n'aperçoit pas le motif qui pourrait justifier qu'il n'en soit pas tenu compte pour les agents transférés.

La disposition sera revue afin de prévoir les hypothèses de l'article 11 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998.

2. Pour assurer une meilleure concordance avec la version néerlandaise, dans le texte français, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dont ils ont bénéficié » seront remplacés par les mots « dont ils bénéficient ».

#### Article 20

Dans la version française, la numérotation des chapitres sera corrigée.

#### Article 21

Il y a lieu de renvoyer, chaque fois, à l'article 20 au lieu de l'article 19.

#### Article 23

1. Afin d'assurer une parfaite articulation avec la règle fédérale, il est suggéré d'écrire, à l'instar de l'article 48bis de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, qu'ils conservent « le solde des jours de congés » au lieu de « le nombre de jours de congé ».

2. Pour la raison indiquée dans l'observation sous l'article 20, il y a lieu d'omettre les mots « . – Congé de maladie ».

### Titre V. – De la mobilité interne volontaire et de la mobilité intra-régionale volontaire

#### Article 25

La disposition sera rédigée comme suit :

« Pour l'application du livre I<sup>er</sup>, titre V, chapitres I<sup>er</sup> et II, du statut, sont seules prises en compte (la suite comme au projet) ».

### Article 26

La disposition sera rédigée comme suit :

« Pour l'application du chapitre II, section 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale, sont seules prises en compte pour le calcul de l'ancienneté de grade les prestations effectuées par l'agent après la date du transfert ».

### Article 27

Compte tenu de l'effet rétroactif en projet, il faut écrire « produit ses effets » au lieu de « entre en vigueur »<sup>16</sup>.

### Article 28

Dans la version française, le mot « ces » doit être remplacé par le mot « ses ».

### Annexe

1. L'annexe doit être précédée de la mention « Annexe »<sup>17</sup>.
2. Il y a lieu de donner un intitulé à l'annexe<sup>18</sup>.
3. Interrogé sur les raisons qui justifient que l'annexe ne reprenne pas l'ensemble des grades particuliers ou si le fait de ne pas mentionner le grade de collaborateur financier alors qu'elle mentionne celui d'assistant financier ne résulte pas d'un oubli, le délégué du ministre a répondu comme suit :

« En ce qui concerne le personnel transféré, nous avons intégré le grade de ces agents à ceux du Service Public Régional de Bruxelles qui leurs étaient équivalents. Concrètement, pour établir cette équivalence, nous nous sommes basés sur les tableaux barémiques fédéraux et régionaux. Nous avons veillé à ce que chaque agent maintienne son niveau, et nous avons par la suite intégré l'échelle qui s'y rapportait. Suite à cela, nous avons attribué le grade qui correspondait à l'échelle. En ce qui concerne les collaborateurs financiers, nous avons eu deux personnes ayant ce grade, un expert financier et un assistant financier. En ce qui concerne l'expert financier, le grade a été converti en celui d'assistant à l'échelle B101, tandis que l'assistant financier a été converti en grade d'adjoint, mais a préservé son échelle de traitement, plus avantageuse que celle du SPRB. S'agissant de deux cas particuliers, nous avons prévu de faire la conversion au moyen de deux arrêtés individuels ».

<sup>16</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 149 et formule F 4-5-1-3.

<sup>17</sup> *Ibid.*, recommandation n° 172, a).

<sup>18</sup> *Ibid.*

Si ces cas particuliers entrent dans le champ d'application du présent projet, il y a lieu, outre la solution proposée par le délégué du ministre, de compléter le tableau afin de prévoir également cette conversion de grade.

4. L'annexe sera visée, datée et signée comme l'arrêté auquel elle est jointe <sup>19</sup>.

### OBSERVATION FINALE

Outre les observations formulées ci-dessus, l'auteur du texte relira attentivement le projet sur le plan grammatical. Ainsi, son attention est attirée sur le fait qu'en français l'omission du déterminant ou de l'article n'est pas la règle. Ainsi, on écrit « des congés et des absences » à l'article 20, alinéa 2, du projet.

Par ailleurs, dans la version française, il faut écrire, à l'article 1<sup>er</sup>, « opéré », dans l'intitulé du chapitre 2 du titre 3, « allocations », à l'article 18, alinéa 2, « indemnités » et aux articles 23 et 24 « relatif ». Dans la version néerlandaise de l'article 7, à l'alinéa 2, il faut écrire « weddeschaal ».

Enfin, il reste à corriger les dernières coquilles <sup>20</sup> et de nombreuses fautes typographiques <sup>21</sup>.

\*

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, recommandation n° 172, e) et formule F 4-8-2.

<sup>20</sup> Notamment des erreurs de majuscules, en rappelant que celles-ci doivent être accentuées s'il le faut (à devient À). Voir notamment l'intitulé du chapitre 2 du titre III, et l'article 28, où il faut écrire « Fonction publique » dans la version française.

<sup>21</sup> Ainsi doit être ajouté un point final dans les articles 1<sup>er</sup> (version néerlandaise), 9, 11 et 18, alinéa 1<sup>er</sup> du projet. Il y a aussi des espaces manquantes et des soulignements erronés dans l'ensemble du texte.

## RECHTSGROND

In het eerste lid van de aanhef wordt als rechtsgrond artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ vermeld. Luidens die paragraaf is artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ “van overeenkomstige toepassing op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vanaf het ogenblik waarop de Regering de diensten en het personeel vermeld in § 2 van dit artikel [40] heeft overgenomen”. Bij paragraaf 3 van dat artikel 87 wordt de regering gemachtigd om de regeling vast te stellen die betrekking heeft op het administratief en geldelijk statuut van dat personeel.

Het ontwerp heeft evenwel alleen betrekking op instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 toepasselijk is verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de personeelsleden die overgeheveld worden naar instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond dan ook aan de wetsbepalingen die de Brusselse Hoofdstedelijke Regering uitdrukkelijk machtigen om bepalingen aan te nemen inzake het administratief statuut van de betrokken instellingen van openbaar nut. Wanneer in de wettelijke bepalingen waarbij die instellingen worden opgericht alleen wordt voorgeschreven dat die instellingen onder de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ vallen en ze geen dergelijke uitdrukkelijke machtiging bevatten, moet artikel 11<sup>1</sup> van die wet<sup>2</sup> worden vermeld.<sup>3</sup>

Bijgevolg moeten in de aanhef nieuwe leden worden ingevoegd om te verwijzen naar de specifieke rechtsgrond<sup>4</sup> voor elk van de instellingen van openbaar nut waarop het ontwerp van toepassing is.

---

<sup>1</sup> De steller van de tekst moet erop toezien dat de wijziging wordt vermeld die aan dat artikel 11 is aangebracht en die nog geldt voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

<sup>2</sup> Bij die bepaling wordt een bevoegdheid verleend aan “de Koning”, vervangen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor de instellingen die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren en die onder de voornoemde wet van 16 maart 1954 vallen.

<sup>3</sup> Zie in dezelfde zin advies 58.268/2, op 28 oktober 2015 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 januari 2016 ‘houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor wat betreft de interne beroepsprocedures’.

<sup>4</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27 en formules F 3-2-1 tot F 3-2-8.

## JURIDISCH KADER

### 1. Artikel 40, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 luidt als volgt:<sup>5</sup>

“De personeelsleden van het Ministerie van het Brusselse Gewest worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, aan de Regering overgedragen met het oog op het uitoefenen van de bevoegdheden die door deze wet aan de Regering worden toegekend.

Wanneer echter op de datum van de in het eerste lid bedoelde overdracht niet alle betrokken personeelsleden van de ministeries een aanwijzing hebben gekregen bij het Ministerie van het Brusselse Gewest, worden de nog niet aangewezen personeelsleden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit rechtstreeks overgedragen aan de [Regering].

Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, stelt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de datum en de nadere regelen vast voor de overdracht van de in het eerste en het tweede lid bedoelde personeelsleden van de Regering.

Die personeelsleden worden overgedragen met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overgang bekleedden.

De rechtstoestand van die personeelsleden blijft geregeld door de ter zake geldende bepalingen zolang de Koning geen gebruik heeft gemaakt van de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid.”

### 2. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 ‘tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie’ luidt als volgt:

“§ 1. De aan een Regering overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad of klasse, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop zij in [...] de federale overheidsdienst aanspraak konden maken overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was en vanaf de datum waarop het recht werd verworven.

Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekenning ervan blijven bestaan in de diensten van de Regering.

<sup>5</sup> Artikel 88, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ luidt als volgt:

“Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, bepaalt de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, de datum en de nadere regelen van de overgang van de personeelsleden bedoeld in § 1 naar de respectieve Regeringen.

De overgang van de personeelsleden geschiedt met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden tenminste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden verkregen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overplaatsing bekleedden.

De rechtstoestand van die personeelsleden blijft beheerst door de ter zake geldende bepalingen, zolang de Koning van deze bevoegdheid geen gebruik heeft gemaakt.”

§ 2. Voor de personeelsleden die in hun federale overheidsdienst belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad of klasse. Indien zij in de diensten van de Regering vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in de federale overheidsdienst uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 3. De personeelsleden waarop het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt van toepassing is, behouden in de diensten van de Regering de laatste evaluatie die hun werd toegekend. De houders van een management- of staffunctie behouden in de diensten van de Regering de evaluaties die hun werden toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie. Indien het personeelslid dat wordt overgedragen een beroep heeft ingesteld tegen een vermelding, dient deze procedure te worden afgehandeld voor het personeelslid wordt overgedragen.

§ 4. De rijksambtenaren die in de federale overheidsdienst waartoe zij voor hun overdracht behoorden geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau, behouden in de diensten van de Regering de aanspraken op bevordering die zij door dit slagen hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht deze selectie of deze proef te hebben afgelegd in de diensten van de Regering.

Indien het over vergelijkende selecties gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde selectie ging.

Indien het over vergelijkende selecties gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor de selectie waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

§ 5. Wanneer in de federale overheidsdienst waartoe de Rijksambtenaar behoort op de datum van de overdracht of op de datum, bedoeld in artikel 5, § 1, een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau aangekondigd is waaraan hij kan deelnemen, behoudt hij het recht op deelneming, ook al wordt hij tijdens de afwikkeling van deze selectie overgedragen of aangewezen krachtens dit besluit.

Paragraaf 4 van dit artikel is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoelde selectie.”

#### ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp behoort te worden aangevuld teneinde, naar het voorbeeld van artikel 4, § 4, van het koninklijk besluit van 25 juli 1989, te bepalen dat de ambtenaren die geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau de aanspraken behouden die zij door dit slagen hebben verworven.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. Aan het begin van de aanhef moet worden vermeld wie de auteur van de tekst is. De aanhef van het ontwerp moet dan ook beginnen met de woorden “De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,”.<sup>6</sup>
2. Het eerste lid dient, overeenkomstig de opmerking over de rechtsgrond, vervangen te worden door de vermelding van de onderscheiden wetsbepalingen waaraan het ontwerp een rechtsgrond ontleent.
3. De bepalingen en de teksten die vermeld worden in het tweede tot het vierde lid strekken het ontwerp niet tot rechtsgrond en worden niet gewijzigd door het ontwerp. Daarvan behoort derhalve geen melding te worden gemaakt in de vorm van een aanhefverwijzing. Indien de steller van het ontwerp daarvan melding wenst te maken, dan moet hij dit doen in de vorm van een overweging, waarbij hij niet mag vergeten de datum te vermelden waarop die teksten aangenomen of vastgesteld zijn.<sup>7</sup>
4. De onderscheiden adviezen, de akkoordbevindingen en het protocol moeten in de aanhef met hun datum worden vermeld en moeten in chronologische volgorde worden aangehaald, te beginnen met de oudste.<sup>8</sup>
5. Overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet een aanhefverwijzing betreffende de “gendertest” worden ingevoegd.
6. Het lid betreffende de Raad van State moet aldus worden gewijzigd dat niet meer vermeld wordt dat het is gegeven met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.<sup>9</sup>
7. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt onder “Rechtsgrond”.

---

<sup>6</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, formule F 3-1-2.

<sup>7</sup> *Ibid.*, aanbeveling 40.

<sup>8</sup> *Ibid.*, aanbeveling 34, b).

<sup>9</sup> *Ibid.*, formule F 3-5-1.

## DISPOSITIEF

### Nummering van de titels

De titels moeten in Arabische cijfers worden genummerd.<sup>10</sup>

#### Titel 1. – Toepassingsgebied en definities

##### Artikel 1

1. In de Franse tekst schrijve men “Services publics fédéraux”.
2. In de Franse tekst moet het opschrift van de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘relative à la Sixième Réforme de l’État’ correct worden weergegeven.
3. In de Franse tekst moet het woord “des” worden toegevoegd voor het woord “Régions”, zodat het opschrift van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 correct wordt geciteerd.

##### Artikel 2

1. De streepjes van de opsomming moeten door nummers worden vervangen om de identificatie van de onderdelen van de opsomming te vergemakkelijken.<sup>11</sup>

Die opmerking geldt ook voor het vervolg van het ontwerp.

2. In de Franse tekst van de bepaling onder 1° behoort het woord “ministère” te worden weggelaten.
3. In de Franse tekst van de bepaling onder 1°, in fine, moeten de woorden “le statut” tussen aanhalingstekens worden geplaatst.
4. De Franse tekst van de bepaling onder 2° dient aldus aangepast te worden dat daarin sprake is van een overheveling “naar de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, aanbeveling 64.

<sup>11</sup> *Ibid.*, aanbeveling 59.

## Titel II. - De omzetting van de graden en de anciënniteit

### Artikel 3

Aangezien het ontwerp slechts één bijlage omvat, behoort deze niet genummerd te worden.<sup>12</sup>

### Artikel 5

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk op welke wijze de regeling die in het eerste lid is opgenomen afwijkt van artikel 451 van het statuut.

## Titel III. – Wedde, toelagen en premies

Aangezien titel III (lees: titel 3) van het ontwerp een hoofdstuk 3 bevat dat betrekking heeft op de vergoedingen, moet die titel het volgende opschrift krijgen: “Wedde, toelagen, premies en vergoedingen”.

### Hoofdstuk 1. – Wedde

In de Franse tekst schrijve men “Chapitre 1<sup>er</sup>” in plaats van “Chapitre 1”.<sup>13</sup>

## Afdeling 3. – De eindejaarstoelage

### Artikel 10

In de Franse tekst moeten de woorden “inférieur à celui” worden vervangen door de woorden “inférieure à celle”.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 11.

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, aanbeveling 172, b).

<sup>13</sup> *Ibid.*, aanbeveling 64.

## Hoofdstuk 2. – Toelagen en premies

### Artikelen 12 en 13

1. Aangezien de overgehevelde ambtenaren vanaf hun overdracht vallen onder het statuut dat geldt voor de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut, is het niet nodig om, zoals in artikel 12, te bepalen dat ze op de datum van die overdracht de toelagen en premies bepaald in boek II, titel II, van hun statuut genieten. Voor de vergoedingen die in hoofdstuk 3 van diezelfde titel aan de orde zijn, is trouwens niet in zo'n regel voorzien. Artikel 12 moet worden weggelaten.

2. In artikel 13 van het ontwerp behoren de woorden “of een toelagetoeslag” te worden ingevoegd na de woorden “een premietoeslag”.

### Artikel 14

Met het oog op de overeenstemming tussen beide teksten dient in de Franse tekst “qui étaient applicables à l'agent” te worden geschreven.

### Artikel 16

1. In het eerste lid moet het woord “competentiepremie” worden vervangen door het woord “competentieontwikkelingspremie”.

Diezelfde opmerking geldt ook voor artikel 17.

2. In de Franse tekst van hetzelfde lid schrijve men “une échelle de traitement”.

3. Voor een goed begrip van het tweede lid van het ontwerp dient, in de Franse tekst, de punt na het woord “transfert” vervangen te worden door een komma.

4. In de Nederlandse tekst redigere men het derde lid als volgt:

“Het recht op deze weddeschaal eindigt van rechtswege wanneer:

1° de weddeschaal (voorts zoals in het ontwerp)”.

## Hoofdstuk 3. – Vergoedingen

### Artikel 18

In artikel 18 moet nader worden aangegeven welke de vergoedingen in kwestie zijn, naar het voorbeeld van artikel 13 van het ontwerp, waarin, overeenkomstig de eerste opmerking over de artikelen 12 en 13, moet worden gepreciseerd dat het gaat om de toelagen en premies bedoeld in boek II, titel II, van het statuut.

#### Titel IV. – Verloven en afwezigheden

##### Artikel 19

1. Zowel het koninklijk besluit van 19 november 1998 ‘betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen’<sup>14</sup>, als het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’<sup>15</sup> voorziet in een overdracht van het jaarlijks vakantieverlof zonder beperking in de tijd, wanneer de ambtenaar zijn volledig jaarlijks vakantieverlof of een deel ervan niet heeft kunnen opnemen ten gevolge van een afwezigheid wegens ziekte, wegens een arbeidsongeval, wegens een ongeval op weg van of naar het werk of wegens een beroepsziekte.

De afdeling Wetgeving ziet niet in welke reden zou kunnen rechtvaardigen dat daarmee geen rekening zou worden gehouden voor de overgehevelde ambtenaren.

De bepaling moet aldus worden herzien dat de hypothesen van artikel 11 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 in aanmerking worden genomen.

2. Om de Franse tekst beter in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst, moeten in het eerste lid de woorden “dont ils ont bénéficié” worden vervangen door de woorden “dont ils bénéficient”.

##### Artikel 20

In de Franse tekst behoort de nummering van de hoofdstukken te worden herzien.

##### Artikel 21

In plaats van naar artikel 19 moet telkens naar artikel 20 worden verwezen.

##### Artikel 23

1. Teneinde te zorgen voor een perfecte overeenstemming met de federale regeling, wordt voorgesteld om, naar het voorbeeld van artikel 48*bis* van het koninklijk besluit van 19 november 1998, te schrijven dat de ambtenaren “het saldo van de dagen verlof wegens ziekte” behouden in plaats van “het aantal ziektedagen”.

2. Om de reden die opgegeven is in de opmerking met betrekking tot artikel 20 dienen de woorden “- Ziekteverlof” geschrapt te worden.

---

<sup>14</sup> Artikel 11.

<sup>15</sup> Artikel 191.

Titel V. – De vrijwillige interne mobiliteit en de vrijwillige intraregionale mobiliteitArtikel 25

De bepaling behoort gesteld te worden als volgt:

“Voor de toepassing van boek I, titel V, hoofdstukken I en II, van het statuut worden voor de berekening van de anciënniteit (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 26

De bepaling behoort gesteld te worden als volgt:

“Voor de toepassing van hoofdstuk II, afdeling 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende regeling van de mobiliteit in sommige instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 27

Gelet op de ontworpen terugwerkende kracht, moet “heeft uitwerking met ingang van” worden geschreven in plaats van “treedt in werking op”.<sup>16</sup>

Artikel 28

In de Franse tekst moet het woord “ces” worden vervangen door het woord “ses”.

Bijlage

1. De bijlage moet worden voorafgegaan door het woord “Bijlage”.<sup>17</sup>
2. De bijlage behoort voorzien te worden van een opschrift.<sup>18</sup>
3. Op de vraag om welke redenen in de bijlage niet alle bijzondere graden vermeld worden en of het feit dat geen melding wordt gemaakt van de graad van financieel medewerker, terwijl de graad van financieel assistent wel wordt vermeld, misschien het gevolg is van een onachtzaamheid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« En ce qui concerne le personnel transféré, nous avons intégré le grade de ces agents à ceux du Service Public Régional de Bruxelles qui leurs étaient équivalents. Concrètement, pour établir cette équivalence, nous nous sommes basés sur les tableaux

<sup>16</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 149 en formule F 4-5-1-3.

<sup>17</sup> *Ibid.*, aanbeveling 172, a).

<sup>18</sup> *Ibid.*

barémiques fédéraux et régionaux. Nous avons veillé à ce que chaque agent maintienne son niveau, et nous avons par la suite intégré l'échelle qui s'y rapportait. Suite à cela, nous avons attribué le grade qui correspondait à l'échelle. En ce qui concerne les collaborateurs financiers, nous avons eu deux personnes ayant ce grade, un expert financier et un assistant financier. En ce qui concerne l'expert financier, le grade a été converti en celui d'assistant à l'échelle B101, tandis que l'assistant financier a été converti en grade d'adjoint, mais a préservé son échelle de traitement, plus avantageuse que celle du SPRB. S'agissant de deux cas particuliers, nous avons prévu de faire la conversion au moyen de deux arrêtés individuels ».

Indien die bijzondere gevallen ook binnen het toepassingsgebied van dit ontwerp vallen, dient, naast de oplossing die wordt voorgesteld door de gemachtigde van de minister, de tabel aldus te worden aangevuld dat daarin tevens deze omzetting van graad wordt opgenomen.

4. De bijlage moet onderaan worden voorzien van de formule “Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ...” en ze moet, net als het besluit waarbij ze gevoegd is, gedagtekend en ondertekend worden.<sup>19</sup>

### SLOTOPMERKING

Afgezien van de hierboven geformuleerde opmerkingen moet de steller van de tekst het ontwerp grondig nalezen op het stuk van de grammatica. Zo wordt hij erop gewezen dat de determinator of het lidwoord in het Frans in de regel niet wordt weggelaten. Zo schrijve men in artikel 20, tweede lid, van het ontwerp “des congés et des absences”.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst van artikel 1, “opéré”, in het opschrift van hoofdstuk 2 van titel 3 “allocations”, in artikel 18, tweede lid, “indemnités” en in de artikelen 23 en 24 “relatif”. In de Nederlandse tekst van artikel 7, tweede lid, schrijve men “weddeschaal”, in plaats van “wedeschaal”.

Tot slot moeten nog de laatste typfouten<sup>20</sup> en tal van typografische fouten worden weggewerkt.<sup>21</sup>

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

<sup>19</sup> *Ibid.*, aanbeveling 172, e) en formule F 4-8-2.

<sup>20</sup> In het bijzonder fouten tegen het gebruik van de hoofdletters, waarbij opgemerkt moet worden dat hoofdletters in voorkomend geval een accent moeten hebben (à wordt À). Zie onder andere het opschrift van hoofdstuk 2 van titel III, en artikel 28, waar in de Franse tekst “Fonction publique” moet worden geschreven.

<sup>21</sup> Zo moet er een punt aan het einde van de zin worden toegevoegd in de artikelen 1 (Nederlandse tekst), 9, 11 en 18, eerste lid, van het ontwerp. In heel de tekst ontbreken ook spaties en zijn er verkeerde onderstrepingen.